**Règlement intérieur**

**De la CPTS Les collines d’Artois**

**Préambule**

Ce règlement intérieur a pour objectif de préciser et compléter les statuts de l’association de la CPTS Les collines d’Artois. Elle a été constituée par des professionnels de santé libéraux du territoire de Auchel, Barlin, Beugin, Bruay-la-Buissière, Calonne-Ricouart, Camblain-Châtelain, Cauchy-à-la-Tour, La Comté, Divion, Haillicourt, Hermin, Hersin-Coupigny, Houchin, Houdain, Lozinghem, Maisnil-lès-Ruitz, Marles-les-Mines, Ourton, Rebreuve-Ranchicourt et Ruitz.

 **Les adhésions**

**Article 1 - Adhésion et Agrément des nouveaux membres**

Comme énoncé dans les articles 6 et 7 des statuts de l’association, tout membre doit être en activité sur le territoire de la CPTS, en activité libérale, salariée, mixte ou bénévole. Une activité partielle de temps médical ou paramédical sur le territoire permet l’adhésion.

Tout membre doit être en conformité par rapport à la législation de sa profession (inscription ordinale pour les professionnels de santé concernés). Il doit également être assuré et couvert pour son activité professionnelle.

Exceptionnellement, et sur décision du conseil d’administration, le titre de membre d’honneur peut être décerné à des personnes physiques ou morales qui rendent ou ont rendu des services importants à l’association. Ce statut permet de participer aux réunions du conseil d’administration et aux assemblées générales au sein desquels ils disposeront d’une voix consultative. Ce statut peut être décerné à des anciens membres du bureau de l’association.

La personne désirant adhérer doit remplir un bulletin d’adhésion et payer la cotisation annuelle. Un modèle de bulletin d’adhésion est en annexe 1 du présent règlement.

Concernant les officines exerçant en société, une seule adhésion ne sera prise en compte par pharmacie, et non par diplômés. Les personnes morales adhérentes à l’association ont un seul représentant par structure et un seul pouvoir.

L’adhésion ne sera effective qu’à réception du paiement de l’adhésion ; le montant devra être total sans réduction ni proratisation.

L’adhésion est renouvelée chaque année.

Un comité d’éthique, composé à minima de 3 membres de professions libérales différentes, élus au sein du conseil d’administration, a la charge de vérifier les qualités et titres du candidat, sa bonne moralité, notamment le respect de la déontologie, le partage des notions d’éthique, de confraternité, de professionnalisme, de responsabilité et de solidarité vis-à-vis d’autrui (de même pour le ou les dirigeants des personnes morales) puis soumet la candidature à la procédure d’agrément du Conseil d’Administration, afin de statuer à chacune de ses réunions sur les demandes d’admission présentées.

L’admission devra ensuite être examinée et agréée par les deux tiers des membres du Conseil d’Administration présents.

Les professionnels de santé adhérents à l’association s’engagent à respecter le règlement intérieur et les règles suivantes :

* Mettre le patient ou usager au centre du dispositif de soins ;
* Respecter le libre choix des usagers de soins ;
* Assurer une bonne transmission des données dans le cadre des missions de la CPTS ;
* Garantir la confidentialité des informations ;
* S’impliquer dans les projets de santé et les actions mises en œuvre par la CPTS.

**Article 2 - Montant de la cotisation annuelle :**

Le montant de la cotisation est fixé chaque année sur proposition du bureau, entérinée par le Conseil d’administration et validée en Assemblée Générale.

Le montant est payé par virement sur le compte de l’association ou par le biais d’un outil de paiement associatif.

Ce montant est exigible dès l’appel de cotisation et devra être payé au plus tard dans un délai de 3 mois après l’appel. Son versement s’effectue entre le 1er janvier et le 31 mars de l’année en cours sauf la première année d’adhésion qui peut avoir lieu à n’importe quel moment.

Néanmoins, le Conseil d’administration se réserve le droit d’accepter tout nouvel adhérent à tout moment de l’année, sans que cela n’impacte le montant de la cotisation annuelle.

Un justificatif d’adhésion sera produit ainsi qu’une notice d’information sur l’adhésion de l’association à Doctolib Team (voir annexe 2)

La cotisation versée à l’association est définitivement acquise, même en cas de démission, d’exclusion, ou de décès d’un membre en cours d’année.

**Article 3 - Démission – Exclusion – Décès d’un membre**

La démission doit être adressée au Président par lettre recommandée avec un préavis minimum de 2 mois. Elle n’a pas à être motivée par le membre démissionnaire.

Comme indiqué à l’article 8 des statuts, l’exclusion d’un membre peut être prononcée par le conseil, pour motif grave. Sont notamment réputés constituer des motifs graves :

- la non-participation aux activités de l’association ;

- une condamnation pénale définitive pour crime et délit ;

- une interdiction d’exercer de plus de 6 mois

- toute action de nature à porter préjudice, directement ou indirectement, aux activités de l’association ou à sa réputation.

En tout état de cause, l’intéressé doit être mis en mesure de présenter sa défense, préalablement à la décision d’exclusion. La décision d’exclusion est adoptée par le conseil d’administration statuant à la majorité des deux tiers des membres présents.

En cas de décès d’un membre, les héritiers ou les légataires ne peuvent prétendre à un quelconque maintien dans l’association.

Le départ à la retraite est une raison légitime de non-renouvellement de l’adhésion sauf si le professionnel justifie garder une activité partielle ou bénévole sur le territoire et qu’il est en règle avec l’Ordre de sa profession.

**La Gouvernance :**

**Article 4 - Conseil d’administration**

**Constitution**

Comme indiqué dans les statuts,l’association est dirigée par un conseil d’administration.

L’Assemblée Générale élit en son sein, à la majorité simple pour une durée de trois ans un conseil d’administration d’au moins 6 membres et d’au plus 18 membres, dont la répartition par profession est définie selon les consignes suivantes :

* Toutes les professions présentes dans la CPTS peuvent être représentées dans le conseil d’administration.
* On définit le nombre initial maximal de membres par profession à 3.

Tous les membres du conseil d’administration sont élus parmi les professionnels de santé libéraux. Seules les personnes physiques peuvent se présenter. Les personnes physiques représentant les personnes morales n’ont qu’un rôle consultatif.

Les membres sortants sont rééligibles.

 **Fonctionnement**

Le Président de l’association réunit et préside le conseil d’administration au moins une fois par an et autant de fois que nécessaire. Le conseil sera convoqué par voie électronique au minimum 10 jours avant.

Le conseil d’administration se réunit pour entendre le compte-rendu de réunion du bureau, discuter de son orientation ou organiser des groupes de travail.

Si un membre du CA est absent à 3 réunions successives et non excusé, il sera considéré comme démissionnaire.

Toute démission d'un membre du CA sera suivie de la nomination d'un nouveau membre, si possible de la même profession, qui sera valable jusqu'à la fin du mandat du CA alors en activité.

**Article 5 - Assemblée générale**

L’assemblée générale est constituée des membres de l’association et se réunit au moins une fois par an et chaque fois que nécessaire, sur convocation du président, par voie électronique au plus tard quinze jours avant la date de la réunion.

La convocation précise la date, l’heure, le lieu de la séance et l'ordre du jour. L'ordre du jour de l'assemblée est élaboré par le bureau et peut être modifié 48h avant AG.

Tout membre peut demander à ce que soit inscrit un projet ou une question en envoyant un mail à l’adresse générique de le CPTS.

Le bureau ne peut refuser l'inscription à l'ordre du jour de projets, de questions par au moins 1/3 des élus du conseil d'administration. Il peut aussi inviter à participer à la réunion de l’assemblée générale toutes personnes susceptibles d’apporter des informations ou des réponses lors des échanges.

Le Président préside l’assemblée et fait son rapport moral. Il fait approuver le procès-verbal de l’année passée.

Le Secrétaire Général expose le rapport d’activité.

Le Trésorier rend compte du bilan financier qui doit faire l’objet d’un quitus à la majorité simple. Le Trésorier propose à l’Assemblée Générale le montant des cotisations avec le budget prévisionnel de l’année suivante.

L’Assemblée générale valide le projet associatif. Elle vote le règlement intérieur. Elle vote les résolutions présentées. Elle se prononce sur quitus de la gestion au conseil d’administration.

**Article 6 - Assemblées générales – Modalités applicables aux votes-pouvoir**

**Votes des membres présents** : Les membres présents votent à main levée. Toutefois, un scrutin secret peut être demandé par le conseil ou si un membre le demande.

**Votes par procuration** : Comme indiqué à l’article 14 des statuts, si un membre de l’association ne peut assister personnellement à une assemblée, il peut s’y faire représenter par un autre membre de l’association, comme indiqué dans ledit article. Chaque mandataire ne peut avoir plus de trois pouvoirs. Le pouvoir devant arriver au plus tard avant la séance, par tout moyen. Un modèle de pouvoir en annexe 3 du présent règlement intérieur.

**Article 7 - Bureau**

**Constitution**

Le bureau est constitué de membres issus du Conseil d’Administration, élus parmi ceux-ci, pour une durée maximale de 3 ans, renouvelable en même temps que le Conseil d’Administration.

Le bureau comporte à minima un président, un trésorier et un secrétaire et un maximum de 6 membres (vice-président, vice-trésorier, vice-secrétaire)

Les mandats sont renouvelables.

Les membres du bureau doivent être à jour de leur adhésion et exerçant, à titre professionnel ou bénévole, sur le territoire concerné par la CPTS.

Un maximum des professions de la CPTS doit être représenté au sein du bureau.

Afin d’optimiser la représentativité pluriprofessionnelle, celui-ci comporte un maximum de 3 membres par profession et un maximum de deux membres d’une même structure (M.S.P., C.D.S., Cabinet, personnes morales en général).

En cas de démission d’un membre du bureau, une élection partielle est organisée au sein du conseil d’administration afin de pourvoir à son poste. S’il s’agit du président, une fois le nouveau membre élu au sein du bureau, une nouvelle attribution des postes sera effectuée.

Un nouvel appel à candidature pour intégrer le conseil d’administration pourra être lancé afin de pallier la perte du membre.

Tout démissionnaire ne peut se représenter.

**Fonctionnement**

Les membres du bureau se doivent de participer aux réunions et à la vie de l’association.

Le bureau se réunit sur proposition du président. Le bureau peut également se réunir par téléphone ou visioconférence pour une question ou un sujet urgent.

Le président envoie l’ordre du jour du bureau au plus tard une semaine avant la date du bureau.

Les membres du bureau peuvent rajouter un ou plusieurs sujets en question diverse ou proposer un sujet par mail, une semaine avant la date du bureau.

La voix du président est prépondérante en cas d’égalité de voix au sein du bureau.

Le Président représente l’association dans tous les actes de la vie civile. Il gère les affaires courantes. Il prend les décisions après consultation du bureau si nécessaire. Si le président prend une décision qui engage une des professions représentées dans la CPTS, il doit en référer aux membres concernés du CA.

En cas d’absence prolongée du président, le vice-président peut recevoir une délégation de son pouvoir.

Le trésorier dispose du même pouvoir que le président pour gérer les comptes de l’association.

 **L’activité de la CPTS**

**Article 8 – Représentation de la CPTS**

La CPTS Les collines d’Artois est représentée par son président.

Le président peut désigner un membre du bureau pour représenter la CPTS ; cette délégation doit être nominative, pour un évènement précis et une date précise.

**Article 9 - Décisions de la CPTS**

Les décisions impliquant l’activité de la CPTS doivent être prises par vote du bureau à la majorité des personnes présentes ou représentées.

Le président est l’ordonnateur des dépenses.

Le président, comme le trésorier peuvent engager des dépenses de 2000€ sans en référer au bureau. Pour les montants supérieurs, le vote du bureau est requis.

Les missions seront validées par le bureau sur proposition du président ou d’un membre du bureau.

**Article 10 – Missions, groupe de travail, commission**

Le président peut nommer un chargé de mission parmi les membres du CA, ce dernier peut prendre attache auprès d’un adhérent de son choix pour l’assister afin de bénéficier de son expertise.

Des commissions ou groupe de travail peuvent être constitués par décision du conseil d’administration.

L’indemnisation se fera sur la base identique à celle des membres du bureau et sur justificatif d’une lettre de mission. Le chargé de mission ne pourra cependant pas la déclarer en traitements et salaires.

La CPTS ne peut organiser et financer des actions que dans leur champ d’action.

**Article 11 – Financement de la CPTS**

* Les ressources sont constituées notamment par la cotisation des membres, les fonds ACI, les dons en accord avec les valeurs de la CPTS, les subventions et aides financières de l'État, Région, Département, Communes, des Collectivités Publiques (Territoriales, Établissements publics administratifs, organismes de sécurité sociale, etc…), les apports en nature ou la mise à disposition de biens, matériels ou ressources humaines de ses membres.

Les versements octroyés à la CPTS par les institutions (ARS, CPAM, etc…) doivent permettre de financer les actions identifiées.

**Article 12 – Indemnités de remboursement.**

Toutes les fonctions, y compris celles des membres du conseil d’administration et du bureau, sont par principe exercées bénévolement.

Cependant, les membres du bureau et du conseil d’administration perçoivent, au titre de leurs fonctions, le remboursement de tout ou partie, sur justificatifs, des frais occasionnés par l’accomplissement de leur mandat.

Une indemnité forfaitaire peut également être attribuée à un membre de l’association pour des missions afférentes à la CPTS sous réserve d’une validation préalable par le bureau. Une fois la mission réalisée, une production écrite devra être présentée au bureau qui validera l’indemnisation avant paiement. En effet, les justificatifs produits peuvent faire l'objet de vérifications par le conseil d’administration.

La CPTS Les collines d’Artois prévoit des financements pour la gestion et pour l’organisation des missions socles ou complémentaires.

Sur justificatif, le cas échant, les frais engagés pouvant donner droit à remboursement sont :

* 250€ pour une demi-journée
* 450€ pour une journée
* 50€ /h pour une visio
* Une nuit par élu au tarif maximal de 200€ la nuit (petit déjeuner inclus)
* Un repas à hauteur de 30€ (boissons incluses)
* Qu’un trajet aller-retour pour le même évènement, pour autant que les dépenses de déplacement soient justifiées, au regard de l’activité de la CPTS.
* Une place en seconde classe de préférence (selon disponibilités) pour les déplacements en train, avec prise en charge des trajets en taxi pour se rendre sur le lieu de réunion si nécessaire
* Frais de péage et de parking
* Barème Kilométrique :



Il est possible d’abandonner ces remboursements et d’en faire don à l’association en vue de la réduction d’impôt sur le revenu (art. 200 du CGI).

**Article 13 – Coordinateur**

Le bureau procède à son recrutement, établira sa fiche de poste et en informera le conseil d’administration.

**Article 14 – Les partenariats**

Il est prévu que certaines associations, sociétés ou structures soient partenaires de la CPTS.

Le partenariat pourra être proposé à toute structure faisant la démarche de rapprochement ou de contact avec la CPTS, et dont les activités peuvent apporter un intérêt à l’objet de la CPTS ou une synergie avec l’activité de la CPTS.

Ces structures doivent agir dans le domaine de la santé, du médico-social ou du social.

Ces structures doivent avoir au minimum une partie de leur activité sur le territoire de la CPTS.

Le partenariat sera de nature fonctionnelle.

Aucune indemnisation ne sera versée à cette structure.

**Le Territoire**

**Article 15 – Carte du territoire**

Le territoire est défini en annexe 4.

Les 20 communes concernées sont :

Auchel, Barlin, Beugin, Bruay-la-Buissière, Calonne-Ricouart,Camblain-Châtelain,Cauchy-à-la-Tour,La Comté,Divion,Haillicourt,Hermin,Hersin-Coupigny,Houchin,Houdain,Lozinghem,Maisnil-lès-Ruitz,Marles-les-Mines,Ourton,Rebreuve-Ranchicourt,Ruitz

**Le règlement intérieur**

**Article 16 – Validation et Modification du règlement intérieur**

Le présent règlement intérieur est voté par le bureau et pourra être modifié par le conseil d’administration à la majorité des deux tiers.